

public interests in that matter and the matter of the North-West, the House had submitted to a considerable amount of neglect; but now the House found that papers, which the Government said could not be produced in the public interests, belonged to correspondence which was closed at an early period of the session! (Hear, hear.)

**Hon. Sir John A. Macdonald** said the House was told that the correspondence was confidential, and could not be produced.

**Mr. Mackenzie** said that if it concerned the Minister of Justice to know it, he (Mr. Mackenzie) was aware that the correspondence was closed some weeks ago; and he did not admit that the Minister of Justice had a right to call it confidential when the matter was closed. When the United States officials had stated it was closed, the correspondence could not be said to be confidential.

**Hon. Sir John A. Macdonald** asked if the hon. gentleman could produce proof it was closed.

**Mr. Mackenzie** said he produced the speech of the Finance Minister that night, (hear and laughter). What he wanted to bring forward prominently was the deception attempted to be practised on the House. They were led to believe that at that moment negotiations were going on with respect to the renewal of the Treaty, and he, for one, would never have doubted, and he scarcely believed the information he had received till the information had been confirmed that night by the Finance Minister. That was the way in which the House was to be treated; that was the excuse for the national policy—national trash! (Applause and laughter.) The sum of \$175,000 was to be the sole point on the initiation of the national policy. Well, he could tell the Finance Minister if that was all he had to show for his year of financiering in that country, he did not think his name would go far down to posterity! The details of that tariff were such as had been objected to quite as strongly as the principles on which it was constructed. The Finance Minister now reverted to his original propositions, although he had protests from Boards of Trade, and declarations from persons engaged in mercantile pursuits, that if the 11th resolution were adopted it would be productive of most

[Mr. Mackenzie—M. Mackenzie.]

sion, les négociations avaient pris fin. Comment le Gouvernement peut-il autoriser son ministre des Finances à élaborer une politique nationale à partir de négociations qui ont échoué. (Bravo! Bravo!) En ce qui a trait aux intérêts de la population dans ce domaine et dans l'affaire relative au Nord-Ouest, la Chambre s'est rendue coupable d'une négligence considérable. Actuellement, cependant, la Chambre a en main les documents qui, dans l'intérêt de la population, affirme le Gouvernement, ne peuvent être publiés et qui concernent les négociations ayant pris fin au début de la session! (Bravo! Bravo!)

L'honorable sir John A. Macdonald signale qu'on a dit à la Chambre que les dossiers étaient confidentiels et ne pouvaient pas être divulgués.

**M. Mackenzie** dit que s'il importe au ministre de la Justice de le savoir informé, il (M. Mackenzie) est, par ailleurs, au courant du fait que les négociations ont pris fin, il y a quelques semaines. Il ne reconnaît pas au ministre de la Justice, le droit de qualifier de confidentielles des négociations terminées, d'autant plus que les fonctionnaires du Gouvernement des États-Unis ont, eux-mêmes, indiqué qu'elles avaient pris fin.

L'honorable sir John A. Macdonald demande si son honorable confrère peut prouver que ces négociations sont terminées.

**M. Mackenzie** dit qu'il a montré le discours du ministre des Finances cette nuit-là. (Bravo! Bravo!) Ce qu'il voulait surtout souligner, c'était la tentative faite en vue de tromper la Chambre. On a manœuvré pour que les députés croient que les négociations étaient en cours relativement au renouvellement du traité. Quant à lui, il n'aurait jamais douté du contraire et n'aurait pas cru à l'information reçue selon laquelle les négociations étaient terminées si la nouvelle n'avait pas été confirmée, la nuit même, par le ministre des Finances. Voilà tout le cas qu'on faisait de la Chambre. Voilà l'excuse qu'on donne pour justifier la politique nationale, ce fouillis national! (Applaudissements et rires.) La somme de \$175,000 était le seul point en ligne de compte pour l'amorce de la politique nationale. Eh bien, il pourrait dire au ministre des Finances que, si c'était là tout ce qu'il avait à déclarer pour cette année financière au pays, il ne pensait pas que le nom du ministre serait retenu par la postérité. Les détails du tarif fiscal étaient tels, qu'ils ont rencontré une opposition aussi forte que pour les principes sur lesquels reposent le tarif. Le ministre des Finances est maintenant retourné à ses prises de position antérieures malgré les protestations de la Chambre de Commerce et